**Jérusalem**

Hanan Ashrawi – NYTimes – 7 décembre 2017



*Des Palestiniens manifestant contre la décision du Président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d’Israël. (Photo Mohammed Saber/European Pressphoto Agency)*

Des Palestiniens manifestant contre la décision du Président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d’Israël. (Photo Mohammed Saber/European Pressphoto Agency)

Le Président Trump a annoncé mercredi que son Administration rompait radicalement avec près de 70 années de politique américaine avec la communauté internationale : il a reconnu Jérusalem comme étant la capitale d’Israël.

Cette décision va être interprétée par les Palestiniens, les Arabes et le reste du monde comme une provocation majeure. Elle va causer un dommage irréparable aux plans de Mr Trump lui-même dans le processus de paix au Moyen-Orient, ainsi qu’aux tentatives de toute Administration à l’avenir. Elle va porter également atteinte à la sécurité nationale des États-Unis eux-mêmes. Le Président devrait reconsidérer cette décision, immédiatement.

Depuis qu’Israël s’est créé en 1948, les Nations-Unies et les États-Unis, comme la plupart des pays, ont refusé de reconnaître la souveraineté de tout pays sur Jérusalem, qui est une ville sainte pour les musulmans, les juifs et les chrétiens.

Pour cette raison, les États-Unis ont toujours maintenu leur ambassade en Israël à Tel Aviv. Depuis qu’Israël occupe militairement Jérusalem-Est, suite à la guerre israélo-arabe de 1967, les États-Unis et la communauté internationale ont rejeté les tentatives illégales d’Israël visant à cimenter son contrôle sur la ville en repoussant ses frontières, en l’annexant et en construisant un anneau de colonies de peuplement sur la terre palestinienne occupée autour de sa périphérie afin de la couper du reste de la Cisjordanie.

Avec son annonce de mercredi, Mr Trump légalise les actions illégales d’Israël et il envoie le message que les États-Unis ne tiennent plus compte des conventions et des normes internationales, et que la force et le pouvoir prévalent sur la justice et le droit.

Cela n’a peut être rien de surprenant.. Les membres du gouvernement de droite dure d’Israël ont été fous de joie lors de l’élection de Mr Trump, croyant qu’ils auraient le champ libre pour accélérer l’expansion des colonies de peuplement. Le fait que le Président ait choisi son gendre, Jared Kushner, pour diriger les initiatives de l’Administration pour une paix israélo-palestinienne, et qu’il ait désigné David Friedman comme ambassadeur en Israël, qui, l’un et l’autre, ont des liens avec le mouvement colonial d’Israël, ce fait a enhardi les colons et leurs partisans au sein du gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Et Israël a effectivement étendu ses colonies de peuplement au cours de l’année écoulée.

En répondant positivement à sa revendication sur Jérusalem par une reconnaissance officielle, Mr Trump donne à Israël le champ libre pour accélérer sa politique d’annexion rampante des territoires palestiniens occupés et ses tentatives délibérées d’effacer la présence historique, politique, culturelle et démographique des Palestiniens dans la Palestine historique.

Cela va encourager les dirigeants israéliens à intensifier davantage encore leurs violations des droits des Palestiniens dans la ville ; d’autres maisons palestiniennes vont être détruites et d’autres familles palestiniennes vont se retrouver sans abri. (Depuis qu’Israël a occupé Jérusalem-Est, en 1967, les autorités israéliennes ont, selon les Nations-Unies, détruit quelques 20 000 maisons palestiniennes dans la ville). Cela veut dire également que d’autres terres palestiniennes vont être volées pour les colonies de peuplement et que d’autres Jérusalémites palestiniens vont voir leur droit à résider dans la ville où ils sont nés et ont grandi, et où leurs familles vivent toujours, révoqué par Israël, comme cela a été le cas pour plus de 14 000 d’entre eux depuis 1967, selon les groupes de défense des droits de l’homme. Et cela va exacerber les appels des Israéliens de droite, notamment les membres du gouvernement de Mr Netanyahu, à l’annexion de parties ou de la totalité de la Cisjordanie : après tout, si les États-Unis donnent leur aval pour l’annexion de Jérusalem, pourquoi les Israéliens de droite ne penseraient-ils pas qu’un jour, les Américains vont faire de même pour les autres territoires ?

En outre, la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme partie intégrante d’Israël peut encourager les extrémistes juifs messianiques – dont certains sont soutenus par des responsables au gouvernement israélien – qui veulent construire un temple juif dans l’enceinte de la mosquée du Noble Sanctuaire, l’un des sites religieux les plus sensibles du monde. Cela peut facilement enflammer une conflagration religieuse majeure au Moyen-Orient et au-delà, avec des conséquences imprévisibles.

L’annonce de mercredi peut finalement briser le rêve de toute solution à deux États, mise déjà sous perfusion depuis des années – après plus de 25 ans à avoir été l’objectif officiel du gouvernement des États-Unis. Car si Jérusalem est complètement intégrée à Israël, alors, Jérusalem-Est ne pourra pas être la capitale d’un État palestinien, ce qui rend obsolète l’idée de deux États vivant côte à côte en paix.

Si cela ne suffit pas à persuader Mr Trump de changer d’avis, il ferait bien d’écouter les conseils de son propre secrétaire à la Défense, James Mattis. En 2013, alors que celui-ci était à la tête du Commandement central des États-Unis, qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient, Mr Mattis a déclaré qu’ « *il payait chaque jour un prix pour la sécurité militaire* », et cela parce que les États-Unis « *étaient considérés comme partiaux en faveur d’Israël* ». La reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d’Israël exacerbe exponentiellement ce problème.

Notre espoir, en tant que Palestiniens, serait que des voix plus sensées prévalent, et que les États-Unis s’abstiennent de toute action susceptible de déstabiliser davantage le Moyen-Orient. Si Mr Trump souhaite vraiment avoir une chance de faire la paix, alors il doit annuler sa décision sur Jérusalem, immédiatement.

Hanan Ashrawi est une législatrice palestinienne et membre du Comité exécutif de l’Organisation de libération de la Palestine.